



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 24 MAI 2017

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des composantes de la MONUSCO

Information publique :

Une importante délégation de la MONUSCO avec à sa tête le Représentant spécial adjoint de la Mission, David Gressly, se rendra dans les Kasai pour une mission du 25 au 27 mai 2017.

Au cours de cette mission visant à vérifier le respect de nos engagements ainsi que notre déploiement dans les Kasai, la délégation rencontrera les autorités de la province du Kasai Central à Kananga avant de se rendre à Tshikapa pour rencontrer le gouverneur du Kasai puis à Luiza, Tshimbulu et à Bulungu, dans le Kasai Central.

Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) organise à partir d'aujourd'hui à Kananga, une journée de formation pour sensibiliser les officiers de la Police nationale congolaise (PNC) et des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) sur les violences sexuelles, afin qu'ils abordent à leur tour cette question au sein de leurs unités respectives, dans le cadre de la lutte contre l'impunité et la protection des victimes dans la province du Kasai Central.

Au total, 20 officiers de la PNC et 20 officiers des FARDC, dont 20 femmes prennent part à cette formation.

A l'issue de la dite formation, un cadre de collaboration entre le BCNUDH et les points focaux FARDC et PNC sera mis en place.

Toujours au titre de l'Information publique, afin de rendre hommage au personnel civil, policier et militaire pour sa contribution inestimable au travail de maintien de la paix dans le monde,

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

l'Organisation des Nations Unies (ONU) célèbre ce lundi 29 mai 2017 la Journée internationale des Casques bleus.

Placée sous le thème « **Investir dans la paix à travers le monde** », cette journée est aussi l'occasion d'honorer la mémoire de plus de 3 500 Casques bleus qui ont perdu la vie en servant sous le drapeau des Nations Unies depuis 1948, dont 117 hommes et femmes en 2016.

Aujourd'hui, plus de 124 000 militaires, policiers et civils sont déployés dans 16 opérations de maintien de la paix sur quatre continents.

La MONUSCO organise à cette occasion, dans son Quartier général, une cérémonie officielle de célébration, qui sera présidée par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC, M. Maman Sidikou Sambo.

Protection de l'Enfant :

Selon les rapports de la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO couvrant la période du 15 au 23 mai 2017, un total de 130 cas de violations graves des droits de l'enfant a été documenté dans les régions du Kasai Central, Nord-Kivu et Sud-Kivu. Ces chiffres sont 3 fois plus élevés que ceux enregistrés du 1er au 12 mai 2017 (42 cas).

La Section est vivement préoccupée par le nombre toujours croissant d'enfants affectés par le conflit armé qui sévit en République démocratique du Congo en général, et dans les provinces du Kasai en particulier. Ces enfants se retrouvent confrontés à diverses formes de violations de leurs droits y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants comme combattants.

Face à ce contexte, le 19 mai 2017, l'Équipe spéciale des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés a tenu une réunion de haut niveau présidée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, David Gressly, et le Représentant par intérim de l'UNICEF, Tajudeen Oye Wale, avec la participation des agences de Nations Unies et des ONGs intervenant dans le domaine de la protection des enfants affectés par les conflits armés. Cette réunion a principalement porté sur la situation de crise humanitaire qui secoue les régions du Kasai et Tanganyika, affectant gravement les enfants, et sur la mobilisation de ressources financières nécessaires pour y faire face. L'Équipe spéciale a souligné la nécessité pour les différents acteurs de protection de l'enfant de prendre urgemment des mesures concrètes et coordonnées en vue de prévenir et mettre fin aux violences et exactions commises à l'encontre des enfants.

La Section réitère son appel à toutes les parties au conflit, à faire cesser immédiatement toutes violations des droits de l'enfant et à s'engager à assurer un environnement sécuritaire favorable à l'épanouissement et au bien-être des enfants.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire :

La Section d'Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire de la MONUSCO a recommandé aux responsables de la Prison centrale de Kananga de renforcer les mesures de sécurité dans cette prison, comme une mesure préventive suite aux rumeurs d'une attaque de cette prison par des miliciens.

La Section d'Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire a constaté le mardi 23 mai 2017, un complément de l'effectif de la Police nationale congolaise (PNC) qui est passé de 10 à 30 éléments.

Cette Section de la MONUSCO a également encouragé le chef du détachement de la PNC et a demandé de collaborer avec les surveillants et de suivre les consignes de sécurité en vigueur pour la prison de Kananga.

C'est dans ce cadre que les autorités provinciales du Kasai Central ont lancé le 23 mai 2017, l'atelier d'appropriation du plan de défense de la Prison centrale de Kananga, auquel la Section d'Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire de la MONUSCO a pris part.

L'objectif de ce plan est de faire doter la prison d'un plan de défense propre au contexte sécuritaire de Kananga.

Police MONUSCO:

Le 18 mai 2017, la Police MONUSCO a procédé à la clôture officielle d'une session de formation de recyclage de base organisée du 11 au 18 mai 2017, dans la cité de Pinga, localité située à plus de cent quatre-vingt kilomètres de la ville de Goma au Nord-Kivu.

Cette session de formation a été initiée par la Police nationale congolaise (PNC) représentée par le Général Awashango Vital, Commissaire général de la PNC/ Nord- Kivu.

C'est après plusieurs discussions entre les responsables de la PNC, le chef de la composante UNPOL de la MONUSCO, le Général Awale Abdounasir et le chef du bureau de la MONUSCO au Nord-Kivu, David Ruiz, que cette session de formation a été organisée au profit de la jeune police de Pinga, afin de lui permettre de prendre ses missions régaliennes telles que définies par les textes en vigueur.

La formation concernait les matières suivantes : Maintien et rétablissement de l'ordre public (MROPI), Geste technique professionnel d'intervention (GTP), Ordre serré (OS), Ethique déontologique policière (EDP), Police de proximité (PDP), Instruction pratique (IP), Droit pénal général (DPG), et Droit pénal spécial (DPS).

Toujours dans le cadre de la poursuite des activités de sensibilisation et conformément au planning établi sur proposition de UNPOL, le Sous-secteur UNPOL de Lubero, a animé le 20 mai 2017, la troisième séance de sensibilisation au profit de plus quatre cent (400) élèves des différents établissements scolaires du village Musienene, situé à trente kilomètres de la cité de Lubero.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Cette séance de sensibilisation a connu la participation des responsables de l'Enseignement du territoire de Lubero et le médecin chef de l'hôpital de Mulo, spécialisé dans le SIDA et les IST (Infections sexuellement transmissibles).

Activités de l'Equipe-pays

Ebola : La réponse à l'épidémie s'organise avec le soutien des Nations Unies

A la date du 23 mai, il a été enregistré un total de 48 cas suspects de la maladie à virus Ebola dont 4 décès (taux de létalité de 8,33 %). A ce jour, deux cas ont été confirmés par l'Institut national de recherche biomédicale (INRB). Au 22 mai, 49 contacts sont sortis de la surveillance sur un total de 419, après 21 jours – sans développer la maladie. Tous les contacts sortis ont été vus, il en reste 370.

Pour rappel, l'épidémie de la maladie à virus Ebola a été officiellement déclarée par le Ministre de la Santé publique de la République démocratique du Congo (RDC) le 12 mai dernier. L'épicentre de l'épidémie se trouve à Nambwa dans la zone de santé de Likati (Province du Bas-Uélé) à plus de 1 300 kilomètres de Kinshasa.

La réponse s'organise au niveau du Ministère de la Santé publique avec le soutien des Nations Unies et d'autres partenaires afin de contenir l'épidémie au plus vite. Sept commissions techniques ont été mises en place. Elles sont en charge de la surveillance et investigations, de la prise en charge médicale, du laboratoire et de la recherche, de la communication et mobilisation sociale, de l'eau, hygiène, assainissement et biosécurité, de la prise en charge psychosociale et de la logistique.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est en première ligne dans le domaine médical et épidémiologique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) apporte son soutien sur les questions de communication, sensibilisation et mobilisation sociale et dans le domaine de l'eau, hygiène, assainissement, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) fournissent un soutien logistique précieux.

Des logisticiens et épidémiologistes ont fait une première visite exploratoire la semaine dernière à Nambwa, l'une des aires de santé touchées par un nombre élevé de cas suspects. Un épidémiologiste de la Direction de Lutte contre la Maladie (DLM) y est basé en permanence pour assurer la supervision des activités, appuyé par l'équipe cadre de la zone de santé ainsi que des relais communautaires locaux pour la sensibilisation et l'engagement des communautés visant une appropriation efficace de la lutte.

Un épidémiologiste de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est parti de Likati pour la zone de Banalia, dans la Tshopo, où des cas suspects de shigellose [maladie diarrhéique] étaient signalés au cours des dernières semaines pour plus d'investigation.

Dès ce mercredi, l'équipe de l'OMS se renforce avec l'arrivée sur Likati d'une chargée de communication et d'un épidémiologiste. Un spécialiste de laboratoire venu de Winnipeg (Canada) fait également partie de ce nouveau déploiement sur zone pour renforcer le contrôle de qualité des échantillons analysés par le laboratoire

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

mobile installé à Likati. Ce laboratoire mobile continue à analyser tous les échantillons collectés dans l'ensemble de la zone.

Des équipes de l'UNICEF sont également sur le terrain à Likati et Buta.

Le PAM via les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) et la MONUSCO permettent le déploiement du matériel et des personnels sur le terrain en affrétant des vols spéciaux à destination des zones de santé affectées qui sont très enclavées.

Le PAM a également produit des cartes de planification logistique générale ainsi que celles des contraintes d'accès à Likati.

La MONUSCO a déployé hier une équipe de soutien à Buta composée de logisticiens et d'ingénieurs. Elle a également acheminé deux générateurs, du carburant et des thermomètres. Elle va intensifier son soutien au fil des jours.

Des défis pour la transmission des données actualisées continuent à être notés, notamment sur les axes faiblement couverts par un réseau de téléphonie cellulaire et fort enclavés tels que Ngayi – Muma. Des contacts sont en cours avec les sociétés de télécoms pour un renforcement de la couverture du réseau de télécoms.

OCHA : 1,3 million de personnes déplacées internes par la crise dans la région du Kasai

La violence dans la région du Kasai continue à se propager et à affecter les populations civiles de 8 des 26 provinces que compte la RDC. La communauté humanitaire se heurte à d'importantes difficultés d'accès qui ralentissent l'acheminement de l'assistance aux personnes les plus vulnérables, compte tenu des altercations qui opposent les Kamuina Nsapu aux FARDC.

Le 18 mai, des représentants du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ainsi que de l'Institute for Cohesive Leadership ont mené une mission d'évaluation à Tshikapa, dans la Province du Kasai. Le PAM a annoncé le lancement d'un vol humanitaire dans les jours à venir et la FAO a identifié deux partenaires locaux pour la mise en œuvre de son projet de production de légumes à Tshikapa pour venir en aide aux personnes déplacées. Enfin, l'UNESCO compte apporter un soutien scolaire aux enfants en âge d'être scolarisés ainsi qu'un encadrement professionnel aux adultes. Cette mission coïncidait avec l'évaluation menée par d'autres acteurs qui ont identifié d'importants besoins dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

PNUD : La population de l'île d'Idjwi bénéficie de nouvelles infrastructures

Des infrastructures socio-économiques construites et d'autres réhabilitées avec les efforts de la population à Idjwi dans la province du Sud-Kivu seront officiellement remises aux autorités locales le 28 mai prochain.

Il s'agit notamment du bureau du territoire d'Idjwi équipé et informatisé, du pont Kisheke reliant les deux chefferies, Rubenga et Ntambuka, de deux radios communautaires réhabilitées et équipées et d'une microcentrale hydroélectrique renforcée pour faire tourner deux usines de transformation alimentaire.

Ces réalisations entrent dans le cadre du Projet « Réponse rapide à la cohésion sociale et relance économique au Sud- Kivu et en Ituri ». Financé par le Gouvernement japonais à hauteur de 2,3 millions de dollars américains, ce projet est exécuté par le Programme des Nations Unies au développement (PNUD) dans les provinces de l'Ituri et du Sud-Kivu. A Idjwi, 500 emplois temporaires ont été créés et trois chaînes de valeurs ont été appuyées dans la filière du café, de l'ananas et de la pêche.

PNUD : Lancement de la première Matrice de Comptabilité Sociale de la République démocratique du Congo

Un nouvel outil de planification du développement va être officiellement lancé ce 25 mai 2017 lors d'un atelier organisé par le PNUD en collaboration avec l'Institut National des Statistiques (INS).

Il s'agit de la Matrice de Comptabilité Sociale. Cet outil retrace toutes les informations disponibles sur l'ensemble des transactions qui prennent place dans une économie. Il fournit aux décideurs de la politique économique et aux chercheurs la base comptable d'un cadre analytique susceptible de faciliter leur choix et leurs travaux.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire **dans la ville de Kinshasa et les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo (RDC)**, a été jugée volatile pendant la période sous examen.

Et ce, suite aux incidents liés à l'évasion des prisonniers de la prison de Makala et celle de la localité de Kasangulu, située **dans la province du Kongo Central**, à 45 kilomètres au Sud-ouest de Kinshasa.

Dans les provinces **du Kasai, Kasai Central, Kwilu et Lomami**, la situation sécuritaire a été rapportée tendue et imprévisible, du fait de l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu.

Le 20 mai 2017, suite au refus des chefs traditionnels d'adhérer à cette milice, des présumés éléments Kamuina Nsapu ont attaqué la localité de **Muila Dominica**, située à 15 kilomètres au Nord de **Bulungu**, incendié des maisons, et provoqué le déplacement de populations civiles vers la brousse.

Toutefois, les troupes de la MONUSCO déployées dans cette zone, poursuivent sans relâche, dans le cadre de leur mandat, leurs activités opérationnelles visant à prévenir les violations des droits de l'homme, et à mettre un terme à l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu, qui cause le déplacement des populations locales.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été caractérisée par des activités négatives menées par des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), et par un afflux de réfugiés centrafricains suite aux combats rapportés entre des éléments des ex-milices Seleka et Anti-Balaka.

Du 18 au 21 mai 2017, des éléments de la LRA ont fait incursion dans les localités de Zigby, Nagilidangwa et Nambia, pillé des biens de valeur et tué un (01) individu.

Un afflux de réfugiés centrafricains a également été observé du 11 au 17 mai 2017 dans les régions situées au Nord-ouest du territoire de Bondo, **dans la province de Bas-Uélé**.

Les troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et celles de la Force de la MONUSCO basées dans ces deux provinces, maintiennent leur pression sur les éléments résiduels de la LRA en vue de leur neutralisation, et demeurent vigilantes afin de repousser des éléments infiltrés.

En Ituri, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, a poursuivi ses activités militaires pour mettre un terme à l'activisme des miliciens réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) auteurs d'exactions contre les populations civiles, rapporté dans les localités de Soke, Ruzinga Mdogo, Nyaigo et Mbilito.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée imprévisible et volatile, principalement dans les territoires de **Beni, Masisi et Rutshuru**.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Beni, le 16 mai 2017, la Force de la MONUSCO a renforcé ses patrouilles dans la région de **Beni**, en soutien aux troupes congolaises engagées dans les opérations militaires contre les éléments réfractaires de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), pour protéger les civils.

Dans le territoire de Masisi, le 16 mai 2017, cinq (05) éléments armés engagés dans le pillage autour du camp de déplacés de **Mungoté**, près de **Kitchanga**, ont été immédiatement repoussés par la Force de la MONUSCO, afin d'assurer la protection des déplacés.

Dans le territoire de Rutshuru, le 21 mai 2017, suite aux accrochages intervenus entre les cadres Mayi-Mayi **Mazembe** et **Nyatara** près de **Linga**, la Force de la MONUSCO a déployé rapidement un poste opérationnel dans la localité de **Munguli**, dans le but de protéger les déplacés contre l'activisme de ces éléments négatifs.

Une Section temporaire y a été installée pour assurer la protection des civils dans la localité.

Au chapitre des redditions dans la province, du 17 mai 2017 à ce jour, douze (12) éléments de différents groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **deux (02) du "CNRD"**, **neuf (09) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)**, et **un (01) du groupe Mayi-Mayi Nyatara**.

Au Sud-Kivu, la situation sécuritaire est contrôlée par les Forces coalisées FARDC-MONUSCO, et a été marquée par des opérations militaires menées contre des éléments négatifs dans les localités de Bismu et Kilogoze.

Au Tanganyika, la MONUSCO maintien son appui et son assistance aux Forces de Défense et autorités locales, dans le but de mettre un terme à l'activisme des miliciens Luba et Twa, de restaurer l'autorité de l'Etat, et d'assurer la protection des populations civiles.

Enfin, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04